Anno 1869

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

Num. 161

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio. Nelle Provincie del Regno con vaglia postale affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.

Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea. — Le altre inserzioni centesimi 30 per linea o spazio di linea.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

UN NUMERO SEPARATO CENT. 20
ARRETRATO CENTESIMI 40

		Anno	Sem.	Trim.
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 42	22	12
Per le Provincie del Regno		» 46	24	13
Svizzera		» 58	31	17
Roma (franco ai confini)		» 52	27	15

Firenze, Martedì 15 Giugno

		Anno	Sem.	Trim.
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 82	48	27
Inghil., Belgio, Austria, Germ.		» 112	60	85
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		» 82	44	24

PARTE UFFICIALE

Il N. 5113 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intiera esecuzione alla Convenzione postale fra l'Italia e la Francia, firmata a Parigi il 3 marzo 1869, e le cui ratifiche furono ivi scambiate il 31 maggio 1869.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Firenze addì 3 giugno 1869.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. Menabrea.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione postale essendo stata conchiusa tra l'Italia e la Francia, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta a Parigi addì tre marzo del corrente anno mille ottocento sessantanove;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur des Français, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié et de bon voisinage qui unissent les deux pays, et d'améliorer, au moyen d'une nouvelle Convention, le service des correspondances entre l'Italie et la France, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

M. le Chevalier Constantin Nigra, Grand'Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français,

et Sa Majesté l'Empereur des Français,

Son Excellence M. Félix Marquis de La Valette Sénateur de l'Empire, Membre de son Conseil privé, Grand'Croix de son Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, etc., son Ministre et Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Étrangères.

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er Il y aura, entre l'Administration des postes d'Italie et l'Administration des postes de France, un échange périodique et régulier de lettres, d'épreuves corrigées, de papiers de commerce ou d'affaires, d'échantillons de marchandises et d'imprimés de toute nature, au moyen de services ordinaires ou spéciaux établis ou à établir pour cet objet, entre les points de la frontière des deux pays, qui seront désignés d'un commun accord par ces deux Administrations.

Les services établis ou à établir sur les routes ordinaires seront exécutés par les moyens dont disposent les deux Administrations, et les frais résultant de ces services seront supportés par ces Administrations, proportionnellement à la distance parcourue sur leurs territoires respectifs.

A cet effet, celle des deux Administrations qui acquittera la totalité de ces frais, sur un point quelconque, devra fournir à l'autre un double des marchés conclus pour cet objet avec les entrepreneurs. En cas de résiliation de ces marchés, les indemnités de résiliation seront supportées dans la même proportion.

Quant aux frais que pourra entraîner le transport des dépêches par les chemins de fer, il seront supportés exclusivement par l'Administration, sur le territoire de laquelle ce transport aura lieu.

Art. 2. Indépendamment des correspondances qui seront échangées entre les Administrations des postes des deux pays par les voies indiquées dans l'article précédent, ces Administrations pourront s'expédier réciproquement des correspondances par les différentes voies ci-après désignées, savoir:

1° Par les paquebots que le Gouvernement italien et le Gouvernement français pourront respectivement juger à propos d'entretenir ou de frêter pour opérer le transport des correspondances dans la Méditerranée;

2° Par les paquebots du commerce navigant entre les ports italiens et les ports français.

Art. 3. L'Administration des postes de France prendra à sa charge les frais résultant du transport, par les bâtiments naviguant sous pavillon français, de toutes les lettres qui seront expédiées au moyen de ces bâtiments, tant de la France et de l'Algérie pour l'Italie, que de l'Italie pour la France et l'Algérie.

L'Administration des postes de France prendra également à sa charge, savoir:

1° Les frais résultant du transport, par les bâtiments du commerce naviguant sous pavillon tiers, des lettres qui seront expédiées de la France et de l'Algérie pour l'Italie au moyen de ces bâtiments;

2° Les frais résultant du transport, par les paquebots-postes français, des épreuves corrigées, des papiers de commerce ou d'affaires, des échantillons de marchandises et des imprimés de toute nature, qui seront adressés de l'un des deux pays dans l'autre au moyen de ces paquebots;

3° Les frais résultant du transport, par les bâtiments du commerce français ou étrangers, des épreuves corrigées, des papiers de commerce ou d'affaires, des échantillons de marchandises et des imprimés de toute nature, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie pour l'Italie au moyen de ces bâtiments.

Art. 4. De son côté, l'Administration des postes italiennes prendra à sa charge les frais résultant du transport, par les bâtiments naviguant sous pavillon italien, de toutes les lettres qui seront expédiées au moyen de ces bâtiments, tant de l'Italie pour la France et l'Algérie, que de la France et de l'Algérie pour l'Italie.

L'Administration des postes italiennes prendra également à sa charge, savoir:

1° Les frais résultant du transport, par les bâtiments du commerce naviguant sous pavillon tiers, des lettres qui seront expédiées de l'Italie pour la France et l'Algérie au moyen de ces bâtiments;

2° Les frais résultant du transport, par les paquebots-postes italiens, des épreuves corrigées, des papiers de commerce ou d'affaires, des échantillons de marchandises et des imprimés de toute nature, qui seront adressés de l'un des deux pays dans l'autre au moyen de ces paquebots;

3° Les frais résultant du tansport, par les bâtiments du commerce italien ou étranger, des épreuves corrigées, des papiers de commerce ou d'affaires, des échantillons de marchandises et des imprimés de toute nature, qui seront expédiés de l'Italie pour la France et l'Algérie au moyen de ces bâtiments.

Art. 5. Il est défendu aux commandants des paquebots employés au transport des dépêches respectives des deux Administrations, de se charger d'aucune lettre en dehors de ces dépêches, excepté toutefois celles de leurs Gouvernements. Ils veilleront à ce qu'il ne soit pas transporté de lettres en fraude par leurs équipages ou par les passagers, et ils dénonceront à qui de droit les infractions qui pourront être commises.

Art. 6. Lorsque les paquebots employés par l'Administration des postes de France, ou par l'Administration des postes italiennes, pour le transport des correspondances dans la Méditerranée, seront des bâtiments nationaux, propriété de l'Etat, ou des bâtiments frétés ou subventionnés par l'Etat, ils seront considérés et reçus comme vaisseaux de guerre dans les ports des deux pays, où ils aborderont régulièrement ou accidentellement, et ils y jouiront des mêmes honneurs et priviléges.

Ces paquebots seront exempts dans lesdits ports, tant à leur entrée qu'à leur sortie, de tous droits de tonnage, de navigation et de port, à moins qu'ils ne prennent ou ne débarquent des marchandises, auquel cas il paieront ces droits sur le même pied que les bâtiments nationaux. Ils ne pourront, à aucun titre, être détournés de leur destination, ni être sujets à saisie-arrêt, embargo ou arrêt de prince.

Art. 7. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, soit de la France et de l'Algérie pour l'Italie, soit de l'Italie pour la France et l'Algérie, pourront, à leur choix, payer d'avance le port desdites lettres jusqu'à destination, ou laisser ce port à la charge des destinataires.

Art. 8. La taxe à percevoir pour l'affranchissement de toute lettre expédiée, soit de la France ou de l'Algérie pour le Royaume d'Italie, soit du Royaume d'Italie pour la France et l'Algérie, sera de quarante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

La taxe à percevoir sur toute lettre non affranchie, expédiée, soit de la France ou de l'Algérie pour le Royaume d'Italie, soit du Royaume d'Italie pour la France et l'Algérie, sera de soixante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

Art. 9. L'Administration des postes d'Italie et l'Administration des postes de France fixeront, d'un commun accord, les conditions auxquelles pourront être échangées, à découvert, entre les bureaux d'échange respectifs, les lettres et les imprimés de toute nature, originaires ou à destination des colonies et des pays étrangers qui empruntent l'intermédiaire de l'un des deux pays pour correspondre avec l'autre.

Art. 10. L'Administration des postes de France pourra livrer à l'Administration des postes italiennes des lettres chargées à destination de l'Italie.

De son côté, l'Administration des postes italiennes pourra livrer à l'Administration des postes de France des lettres chargées à destination de la France et de l'Algérie, et, autant que possible, à destination des pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à destination.

Toute lettre chargée, adressée de l'un des deux pays dans l'autre, supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids, un droit fixe de cinquante centimes.

Art. 11. La perte d'une lettre chargée n'entraînera, pour l'Administration sur le territoire de laquelle la perte aura lieu, que l'obligation de payer à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs. Ce paiement sera effectué dans le délai de deux mois à dater du jour de la réclamation.

La réclamation résultant de la perte d'une lettre chargée sera admissible pendant six mois, à dater du jour qui suivra la date du dépôt de ladite lettre; passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

Art. 12. L'envoyeur de toute lettre chargée, expédiée, soit de la France, ou de l'Algérie pour l'Italie, soit de l'Italie pour la France et l'Algérie, pourra demander, au moment du dépôt de la lettre, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Dans ce cas, il paiera d'avance pour le port de l'avis une taxe uniforme de vingt centimes.

Art. 13. Les épreuves corrigées, les papiers d'affaires et les autres documents manuscrits, n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie pour l'Italie, et viceversa, seront affranchis jusqu'à destination, à raison de cinquante centimes par chaque deux cents grammes ou fraction de deux cents grammes.

Pour jouir de cette modération de taxe, les objets ci dessus désignés devront être placés sous bande et ne contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance, ou pouvant en tenir lieu.

Les épreuves corrigées et les manuscrits qui ne rempliront pas ces conditions, ou dont le port n'aura pas été payé d'avance, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Art. 14. Tout paquet contenant des échantillons de marchandises, des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés, des livres reliés, des brochures, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui sera expédié de la France ou de l'Algérie pour l'Italie et viceversa, sera affranchi jusqu'à destination moyennant le paiement d'une taxe de six centimes par quarante grammes ou fraction de quarante grammes.

Toutefois la taxe d'affranchissement de ceux des objets ci-dessus mentionnés, que les envoyeurs voudront faire acheminer au moyen des paquebots du commerce naviguant entre les ports italiens et les ports français, sera de dix centimes par quarante grammes ou fraction de quarante grammes.

Art. 15. Les échantillons de marchadises ne seront admis à jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article 14 précédent, qu'autant qu'ils n'auront aucune valeur, qu'ils seront affranchis, qu'ils seront placés sous bande, ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Les échantillons de marchadises, qui ne rempliront pas ces conditions, seront taxés comme lettres.

Art. 16. Pour jouir des modérations de port résultant des articles 9 et 14 précédents, les imprimés devront être affranchis jusqu'aux limites respectivement fixées, être mis sous bande, et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date. Les imprimés qui ne réuniront pas ces conditions seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans les articles susmentionnés n'infirment en aucune manière le droit qu'ont les Administrations des postes des deux pays de ne pas effectuer sur leurs territoires respectifs le transport et la distribution de ceux des objets désignés auxdits articles, à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation, tant dans le Royaume d'Italie qu'en France.

Art. 17. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature, adressés de l'un des deux pays dans l'autre et affranchis jusqu'à destination, conformément aux dispositions de la présente Convention, ne pourront, sous aucun prétexte, et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 18. Seront acquises à l'Administration des postes de France les taxes perçues en France et en Algérie, tant sur les correspondances de toute nature affranchies à destination de l'Italie, que sur les lettres non affranchies, originaires de l'Italie.

Réciproquement, seront acquises à l'Administration des postes d'Italie les taxes perçues en Italie, tant sur les correspondances de toute nature affranchies à destination de la France et de l'Algérie, que sur les lettres non affranchies, originaires de la France et de l'Algérie.

Art. 19. Le Gouvernement français prend l'engagement d'accorder au Gouvernement italien le transit en dépêches closes sur le territoire français des correspondances originaires de l'Italie, ou passant par l'Italie, à destination des pays auxquels la France sert d'intermédiaire, et, réciproquement, de ces pays pour l'Italie et les Etats auxquels l'Italie sert ou pourrait servir d'intermédiaire.

L'Administration des postes italiennes paiera à l'Administration des postes de France, pour chaque kilomètre existant en ligne droite entre le point par lequel les dépêches closes entreront sur le territoire français, et le point par lequel elles en sortiront, la somme de trois centimes et demi par kilogramme de lettres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme de journaux et autres imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

Art. 20. Le Gouvernement italien prend l'engagement d'accorder au Gouvernement français le transit en dépêches closes sur le territoire italien des correspondaces originaires de la France, ou passant par la France, à destination des pays auxquels l'Italie sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et, réciproquement, de ces pays pour la France et les Etats auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire.

L'Administration des postes de France paiera à l'Administration des postes italiennes, pour chaque kilomètre existant en ligne droite entre le point par lequel les dépêches closes entreront sur le territoire italien, et le point par où elles en sortiront, la somme de trois centimes et demi par kilogramme de lettres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme de journaux et autres imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

Toutefois, le prix de transit que l'Administration des postes de France aura à payer à l'Office italien pour les lettres et les imprimés contenus dans les dépêches closes qu'elle voudrait échanger par l'intermédiaire de cet Office avec l'Administration des postes autrichiennes, l'Administration des postes pontificales et l'Administration des postes de Grèce ne pourront en aucun cas excéder la somme de quatre francs cinquante centimes par kilogramme de lettres, poids net, et celle de quinze centimes par kilogramme de journaux et autres imprimés, aussi poids net.

Art. 21. Le Gouvernement français s'engage à faire transporter en dépêches closes, par les paquebots-postes français naviguant dans la Méditerranée, les correspondances que les Bureaux de poste établis dans les ports italiens où toucheront ces paquebots pourront avoir à échanger, par cette voie, soit avec d'autres Bureaux de poste du même Etat, soit avec les Bureaux de poste établis dans les ports des Etats pontificaux, de l'île de Malte et du Royaume de Grèce.

L'Administration des postes italiennes paiera à l'Administration des postes de France, pour chaque kilomètre existant en ligne droite entre le port d'embarquement et le port de débarquement des dépêches auxquelles s'applique le présent article, la somme de dix centimes par kilogramme de lettres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme de journaux et autres imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

Toutefois, les prix de transport par mer que l'Administration des postes d'Italie aurait à payer à l'Office des postes de France pour les dépêches closes qu'elle échangerait avec le Bureau italien d'Alexandrie au moyen des paquebots-postes français, ne pourront, en aucun cas, excéder la somme de deux francs quatre-vingts centimes par trente grammes de lettres, poids net, et celle de deux francs par kilogramme d'imprimés, aussi poids net.

Art. 22. Le Gouvernement italien s'engage à faire transporter en dépêches closes, par les paquebots-postes italiens naviguant dans la Méditerranée, les correspondances que les Bureaux de poste établis dans les ports français où toucheront ces paquebots pourront avoir à échanger, par cette voie, soit avec d'autres Bureaux de poste du même Etat, soit avec les Bureaux de poste établis dans les ports des Etats pontificaux, de l'île de Malte et du Royaume de Grèce.

L'Administration des postes de France paiera à l'Adminstration des postes italiennes, pour chaque kilomètre existant en ligne droite entre le port d'embarquement et le port de débarquement des dépêches closes auxquelles s'applique le présent article, la somme de dix centimes par kilogramme de lettres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme de journaux et autres imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

Toutefois, les prix de transport par mer que l'Administration des postes de France aurait à payer à l'office des postes d'Italie pour les dépêches closes qu'elle échangerait avec le Bureau français d'Alexandrie au moyen des paquebots-postes italiens, ne pourront, en aucun cas, excéder la somme de deux francs quatre-vingts centimes par trente grammes de lettres, poids net, et celle de deux francs par kilogramme d'imprimés, aussi poids net.

Art 23 Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et autres pièces de comptabilité résultant de l'échange des correspondances transportées en dépêches closes par l'une des deux Administrations pour le compte de l'autre, et qui sont mentionnées dans les articles 19, 20, 21 et 22 précédents, ne sera pas compris dans les pesées de lettres, journaux et imprimés de toute nature, sur lesquels devront être assis les prix de transport fixés par lesdits articles.

Art. 24. Les Administrations des postes d'Italie et de France dresseront chaque mois les comptes résultant de la transmission des correspondances transitant à découvert, et des dépêches closes que les deux Administrations se livreront réciproquement en vertu des dispositions de la présente Convention, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'Administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans les deux mois qui suivront le mois auquel le compte se rapportera.

Art. 25. Les lettres ordinaires ou chargées, les épreuves corrigées, les papiers de commerce ou d'affaires, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature, mal adressés ou mal dirigés, seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyés par l'intermédiaire des Bureaux d'échange respectifs.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires ayant changé de résidence, seront respectivement livrés ou rendus chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

Les lettres ordinaires, les épreuves corrigées, les papiers de commerce ou d'affaires, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature, qui auront été primitivement livrés à l'Administration des postes d'Italie ou à l'Administration des postes de France par d'autres Administrations, et qui, par suite du changement de résidence des destinataires, devront être réexpédiés de l'un des deux pays pour l'autre, seront réciproquement livrés chargés du port exigible au lieu de la précédente destination.

Art. 26. Les objets de toute nature, échangés à découvert entre les deux Administrations des postes d'Italie et de France, qui seront tombés en rebut pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyés de part et d'autre, à la fin de chaque mois, et plus souvent si faire se peut. Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte, seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originairement comptés par l'Office envoyeur. Ceux qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination, ou jusqu'à la frontière de l'Office correspondant, seront renvoyés sans taxe ni décompte

Quant aux correspondances non affranchies, tombées en rebut, qui auront été transportées en dépêches closes par l'une des deux Administrations pour le compte de l'autre, elles seront admises pour le poids et prix pour lesquels elles auront été comprises dans les comptes des Administrations respectives, sur de simples déclarations ou listes nominatives mises à l'appui des décomptes, lorsque les correspondances elles-mêmes ne pourront pas être produites par l'Office qui aura à se prévaloir du montant de leur port vis-à-vis de l'Office correspondant.

Art. 27. Les deux Administrations des postes d'Italie et de France n'admettront à destination de l'un des deux pays, ou des pays qui empruntent leur intermédiaire, aucune lettre qui contiendrait, soit de l'or ou de l'argent monnaie, soit des bijoux ou effets précieux, ou tout autre objet passible des droits de douane.

Art. 28. Afin de s'assurer réciproquement l'intégralité du produit des correspondances échangées entre les deux pays, les Gouvernements italien et français s'engagent à empêcher, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces correspondances ne passent par d'autres voies que par leur postes respectives.

Art. 29. Tout capitaine de navire devant appareiller, soit d'un des ports de la France ou de l'Algérie pour l'Italie, soit d'un des ports de l'Italie pour la France et l'Algérie, sera tenu:

1° De déclarer au bureau de poste le jour et l'heure de son départ, le lieu de sa destination, ainsi que les lieux où il doit faire escale;

2° De se charger des dépêches que ce bureau pourrait avoir à lui remettre.

Art. 30. La déclaration exigée par l'article précédent devra être faite deux jours au moins avant chaque départ, pour tous bâtiments ne faisant pas un service régulier.

Pour les bâtiments à départs périodiques et réguliers, il suffira d'une seule déclaration faisant connaître, une fois pour toutes, les jours et heures de départ et les lieux desservis par ces bâtiments.

Art. 31. Tout capitaine, dont le navire devra appareiller pendant le jour, sera tenu de se présenter au bureau de poste pour y recevoir ses dépêches deux heures au plus tôt avant son départ.

Toutefois, dans les localités où l'organisation du service le permettra, l'Administration des postes pourra faire remettre les dépêches à bord par ses propres agents.

Art. 32. Aucun navire de commerce devant partir, soit d'un des ports de la France ou de l'Algérie pour l'Italie, soit d'un des ports de l'Italie pour la France ou l'Algérie, ne pourra recevoir sa patente de santé, ni le billet de sortie, si le capitaine ne présente aux autorités chargées de délivrer ces pièces, un certificat du directeur ou du préposé des postes constatant la remise des dépêches adressées au lieu de destination de ce navire, ou qu'on n'en avait pas à lui remettre.

Art. 33. Les dépêches expédiées de l'un des deux pays pour l'autre par un bâtiment de commerce devront être livrées au premier bateau de santé qui communiquera avec le bâtiment conducteur; ou au bureau de santé qui recevra la première déclaration du capitaine, selon la pratique de chaque pays, de manière à ce qu'elles soient consignées, dans le plus bref délai possible, au bureau de poste du port d'arrivée.

Art. 34. Celle des deux Administrations qui, conformément aux articles 3 et 4 de la présente Convention, devra prendre à sa charge les frais résultant du transport par mer des correspondances comprises dans les dépêches adressées d'un pays dans l'autre, au moyen d'un bâtiment de commerce, paiera au capitaine de ce bâtiment dix centimes pour chaque lettre ou paquet, et un franc pour chaque kilogramme d'échantillons de marchandises et d'imprimés contenus dans ces dépêches.

Art. 35 L'Administration des postes d'Italie et l'Administration des postes de France désigneront d'un commun accord les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives; elles règleront les conditions auxquelles seront soumises les correspondances de l'un des deux pays pour l'autre,

insuffisamment affranchies au moyen de timbres-postes; elles règleront également la direction des correspondances transmises réciproquement, et arrêteront les dispositions relatives à la forme des comptes mentionnés à l'article 24 précédent, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux Administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux Administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 36. Seront abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes stipulation ou dispositions antérieures concernant l'échange des correspondance sentre l'Italie et la France.

Art. 37. La présente Convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux Administrations conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats, et elle demeurera obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les Administrations des postes des deux pays après l'expiration dudit terme.

Art. 38. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le trois mars de l'an de grâce mil huit-cent soixante-neuf.

(*L S*) NIGRA.
(*L S*) LA VALETTE.

Noi, avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date a Firenze addì tredici del mese di maggio, l'anno del Signore mille ottocento sessantanove, vigesimoprimo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Presidente del Consiglio Ministro per gli Affari Esteri
L. F. MENABREA.

Il N. 5078 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 13 del Nostro Reale decreto 23 dicembre 1866, n. 3452;

Visto l'articolo 35 del regolamento 18 febbraio 1867, firmato d'ordine Nostro dal Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio;

Visto il parere del Consiglio di Stato in data 8 giugno 1867;

Esaminato lo statuto ed il bilancio pel Comizio agricolo del distretto di Palmanova;

Sulla proposta del suddetto Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari di Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Il Comizio agrario del distretto di Palmanova, provincia di Udine, è legalmente costituito ed è riconosciuto come stabilimento di pubblica utilità, e quindi come ente morale può acquistare, ricevere, possedere ed alienare, secondo la legge civile, qualunque sorta di beni.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 2 maggio 1869.

VITTORIO EMANUELE.

A. CICCONE.

Relazione del Ministro delle Finanze a S. M. in udienza del 13 maggio 1869 sul decreto che approva il regolamento per l'applicazione della tassa sul bestiame nella provincia di Ascoli Piceno.

SIRE,

A termini dell'art. 8 della legge 26 luglio 1868, num. 4513, la Deputazione provinciale di Ascoli Piceno deliberò e trasmise a questo Ministero il qui unito regolamento per l'applicazione della tassa sul bestiame.

Sottoposto l'anzidetto regolamento al parere del Consiglio di Stato, questi suggeriva alcune variazioni che furono adottate dalla prefata Deputazione provinciale, e sono state introdotte nel regolamento.

Non essendovi pertanto ostacolo all'approvazione del precitato regolamento onorasi il riferente di sottoporlo alla sanzione di V. M. mediante l'unito schema di decreto, al quale confida che vorrà la M. V. degnarsi di apporre l'augusta Sua firma.

Il N. MMCXLII *(Parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 8 della legge 26 luglio 1868, n. 4513;

Viste le deliberazioni della Deputazione provinciale di Ascoli Piceno, in data 31 ottobre 1868, e 31 marzo 1869;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. È approvato il regolamento per l'applicazione della tassa sul bestiame, deliberato dalla Deputazione provinciale di Ascoli Piceno

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato in Firenze addì 13 maggio 1869.

VITTORIO EMANUELE.

L. G. CAMBRAY DIGNY.

S. M. si è degnata fare le seguenti nomine nell'Ordine equestre della Corona d'Italia, sulla proposta del Ministro di Stato Suo Cancelliere per l'Ordine stesso·

Con RR. decreti in data 11 aprile 1869:

Ad uffiziale:

Biestro comm. Luigi Alessandro, consigliere onorario dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro.

A cavalieri:

Melchioni cav. Francesco, capo sezione presso la R. segreteria del Gran Magistero dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro;

Calvi conte Guido, intendente dell'amministrazione dell'Ordine Costantiniano di S. Giorgio di Parma;

Pasquale cav. Camillo, tesoriere dell'Ordine Mauriziano.

Con RR. decreti 5 giugno:

A commendatore:

Borelli comm. Giovanni Battista, chirurgo ordinario dell'Ospedale Maggiore Mauriziano.

Ad uffiziali:

Pertusio cav. Gaetano, chirurgo ordinario dell'Ospedale Maggiore Mauriziano;

Fenoglio cav. Bartolomeo, medico ordinario dell'Ospedale Maggiore Mauriziano.

Rettificazione. — Nell'elenco pubblicato nel n. 156 (10 giugno corrente) di questa *Gazzetta Ufficiale*, delle nomine nell'Ordine della *Corona d'Italia*, dopo quella ad *uffiziale* del comm Talamo, fu ommessa la designazione di *cavalieri*: al qual grado pertanto debbono riferirsi tutte le nomine recate posteriormente in detto elenco a cominciare da quella del prof. dott. *Pietro Loreta.*

Con RR. decreti 3 giugno 1869 il capitano nel corpo di stato maggiore Peretti Giacomo fu collocato in aspettativa per motivi di famiglia ed il capitano nel corpo stesso Flores d'Arcais Fortunato fu richiamato dall'aspettativa all'effettivo servizio.

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Avviso di concorso.

Essendo vacanti le cattedre di pittura e di architettura nell'Accademia di Belle Arti di Venezia, ambedue retribuite *collo stipendio annuo di L.* 3370 *18* per ciascuna, s'invitano tutti coloro che volessero concorrere a tali insegnamenti, di far pervenire le loro domande e i loro recapiti all'Accademia suddetta prima del 15 del prossimo luglio.

Quanto al professore di pittura i recapiti devono essere:

1. Fede di nascita;
2. Indicazione degli impieghi privati o pubblici sostenuti per avventura dal richiedente;
3. Elenco particolareggiato di tutte le opere da esso eseguite, sì a fresco e sì ad olio, unendovi possibilmente delle principali gli schizzi in disegno.

I suoi obblighi sono:

1. Guidare i suoi alunni nella copia dal modello vivo, insegnando loro a verificare su questo le nozioni di anatomia da essi acquistate intorno alla figura umana;
2. Esercitare i detti alunni a copiare nelle gallerie, in parte o in tutto, quegli esemplari che giudicherà più opportuni;
3. Instruirli nella teoria della composizione;
4. Instruirli nella pratica de' migliori metodi del dipingere ad olio ed a fresco.

Quanto al professore di architettura i suoi recapiti devono essere:

1. Fede di nascita;
2. Attestazione degli studi letterari ed artistici percorsi dal richiedente;
3. Nota degli uffizi per avventura sostenuti;
4. Disegni delle fabbriche condotte sotto la sua direzione;
5. Progetti composti per esercizio di studio.

Gli obblighi suoi sono:

1. Insegnare l'architettura civile in tutta la sua estensione, cominciando dai principii della medesima sino all'architettura sublime, comprese le essenziali cognizioni geometriche e meccaniche;
2. Condurre l'insegnamento in modo che i diversi temi architettonici non debbano limitarsi esclusivamente allo stile greco ed al romano ed ai suoi monumenti, e che tutti i temi di composizione siano tratti dai bisogni architettonici dei nostri tempi e siano sciolti dagli scolari sempre con la maggiore libertà nella scelta dello stile in modo veramente pratico;
3. Prestarsi all'insegnamento dell'architettura per gli ingegneri laureati che intendono ottenere l'*assolutorio* di architetti giusta le norme prescritte dall'ordinanza 17 novembre 1852, num. 11961 e quelle altre che si prescrivessero in avvenire.

Firenze, a dì 31 maggio 1869.

Il Direttore Capo della Divisione 2ª
REZASCO.

DIREZIONE COMPARTIMENTALE DEL LOTTO.

Avviso di concorso.

In conformità della ingiunzione ricevuta dal Ministero delle Finanze, in data 7 stante, numeri 6146-590, si apre il concorso pel conferimento del banco di lotto n° 99 in Orbetello, il quale sul coacervato del triennio in ultimo decorso, presenta la media proporzionale di annue lire 1603,08 di aggio lordo.

Coloro i quali intendessero aspirare alla nomina di titolare del banco suddetto, od a quella di altri di eventuale risulta, dovranno non più tardi del 29 andante giugno, far pervenire a questa direzione le loro istanze, corredate dei documenti giustificativi i titoli che possano militare a favore di essi, e redatte in carta da bollo da lire 1, dichiarando altresì di essere in caso di fornire la voluta cauzione, in ordine agli articoli 6° del R. decreto del 5 novembre 1863, numero 1534, e 4° del regolamento generale, approvato con l'altro R. decreto 3 del successivo dicembre, numero 1563.

Firenze, 9 giugno 1869.

Il Direttore: P. VIGLEZZI.

MINISTERO DELLE FINANZE

SOCIETÀ ANONIMA ITALIANA PER LA REGIA COINTERESSATA DEI TABACCHI

SPECCHIO delle riscossioni fatte nel mese di maggio 1869, confrontate con quelle del mese corrispondente dell'anno 1868.

PROVINCIE	ANNO 1869	ANNO 1868	DIFFERENZA in aumento	DIFFERENZA in diminuzione
Alessandria	L. 211,089 52	L. 205,120 50	L. 5,969 02	L. »
Ancona	85,044 85	83,719 45	1,325 40	»
Arezzo	59,330 05	50,461 15	8,868 90	»
Ascoli Piceno	35,540 95	36,808 25	»	1,267 30
Aquila	53,551 20	45,488 44	8,062 76	»
Avellino	60,346 95	58,402 45	1,944 50	»
Bari	176,512 65	162,832 »	13,680 65	»
Belluno	22,388 90	19,657 90	2,731 »	»
Benevento	24,934 20	22,205 65	2,728 55	»
Bergamo	130,327 60	124,219 25	6,108 35	»
Bologna	234,398 30	212,136 04	22,262 26	»
Brescia	186,803 95	189,973 90	»	3,169 95
Cagliari	136,654 03	126,538 62	10,115 41	»
Campobasso	50,639 70	49,199 47	1,440 23	»
Caserta	235,930 46	210,532 40	25,398 06	»
Catanzaro	78,362 81	61,281 90	17,080 91	»
Chieti	61,700 10	54,072 54	7,627 56	»
Como	119,456 15	117,105 26	2,350 89	»
Cosenza	73,564 70	61,769 65	11,795 05	»
Cremona	132,416 92	128,541 92	3,875 »	»
Cuneo	176,311 84	181,709 88	»	5,398 04
Ferrara	147,091 80	138,845 87	8,245 93	»
Firenze	546,134 75	522,634 26	23,500 49	»
Foggia	93,311 20	81,654 20	11,657 »	»
Forlì	90,755 85	69,112 25	21,643 60	»
Genova	412,986 81	421,275 76	»	8,288 95
Grosseto	49,132 60	46,499 30	2,633 30	»
Lecce	120,329 90	105,669 89	14,660 01	»
Livorno	129,280 18	124,796 75	5,483 43	»
Lucca	100,398 30	93,742 40	6,655 90	»
Macerata	44,568 60	44,404 47	164 13	»
Mantova	84,424 89	86,723 50	»	2,298 61
Massa e Carrara	50,717 60	48,171 10	2,546 50	»
Milano	477,956 41	476,825 95	1,130 46	»
Modena	114,062 50	108,863 52	5,198 98	»
Napoli	635,246 54	569,695 35	65,551 19	»
Novara	187,090 77	180,277 74	6,813 03	»
Padova	166,473 09	159,945 73	6,527 36	»
Parma	126,228 45	125,003 05	1,225 40	»
Pavia	158,751 66	162,706 96	»	3,955 30
Perugia	124,303 77	120,610 62	3,693 15	»
Pesaro e Urbino	39,194 55	38,125 55	1,068 »	»
Piacenza	92,129 60	88,232 23	3,897 37	»
Pisa	151,864 80	132,118 15	19,746 65	»
Potenza	49,538 83	42,706 20	6,832 63	»
Porto Maurizio	54,091 90	61,692 80	»	7,600 90
Ravenna	86,968 »	79,421 12	7,546 88	»
Reggio (Calabria)	74,301 50	58,869 95	15,431 55	»
Reggio (Emilia)	75,565 46	82,488 13	»	6,922 67
Rovigo	121,626 55	132,409 68	»	10,783 13
Salerno	111,395 10	90,222 »	21,173 10	»
Sassari	67,566 50	61,636 08	5,930 42	»
Siena	61,148 10	52,363 20	8,784 90	»
Sondrio	15,472 25	14,718 13	754 12	»
Teramo	28,061 75	26,315 36	1,746 39	»
Torino	417,578 64	433,280 95	»	15,702 31
Treviso	78,808 97	77,856 69	952 28	»
Udine	156,751 58	115,989 81	40,761 77	»
Venezia	229,357 81	248,536 29	»	19,178 48
Verona	173,046 08	167,319 75	5,726 33	»
Vicenza	89,364 55	75,790 23	13,574 32	»
TOTALE.......L.	8,378,384 02	7,968,328 59	494,621 07	84,565 64
Detraggonsi le diminuzioni....	....	....	84,565 64	
Resta l'aumento del maggio 1869	....	....	410,055 43	
Prodottti dal 1° gennaio al 30 aprile 1869	31,960,091 64	31,254,912 03	705,179 61	
TOTALE INCASSI . . .	40,338,475 66	39,223,240 62	1,115,235 04	

Firenze, 12 giugno 1869.

Il Capo Ragioniere: F. FERRUZZI.

Visto, *Pel Comitato*:
D. BALDUINO.
LORENZO STROZZI ALAMANNI.

PARTE NON UFFICIALE

Senato del Regno

Nella tornata di ieri, dopo le consuete comunicazioni tra cui quella della trasmissione fatta dal Presidente della Camera elettiva del progetto di legge iniziato ed adottato dalla Camera stessa relativo all'esercizio della caccia, non che l'annunzio dato dal Presidente del Consiglio della dimissione del comm. De Filippo da Ministro di Grazia e Giustizia e della nomina in sua surrogazione del senatore comm. Pironti, si approvarono per articoli e senza contestazione i seguenti progetti di legge, previa discussione sull'ultimo di essi, cui presero parte i senatori Chiesi, Conforti, Amari prof., Leopardi, Farina, Sappa, Beretta, Poggi relatore, il Presidente del Consiglio ed il Ministro dell'Interno:

1° Aggiunta al bilancio 1868 delle entrate e delle spese relative alla liquidazione dell'asse ecclesiastico;

2° Spesa straordinaria pel funerale di Rossini;

3° Rimborso del capitale rappresentato dalla serie del Prestito Lombardo-Veneto 1859 estratta il 1° luglio 1867;

4° Ristauri all'edificio dell'Archivio Generale di Venezia;

5° Riparazioni al Teatro Farnesiano in Parma;

6° Affrancazione di servitù di pascolo nell'ex-principato di Piombino;

7° Estensione dei diritti civili e politici agli Italiani delle provincie che non fanno ancora parte del Regno.

I Ministri delle Finanze, della Guerra e dei Lavori Pubblici, presentarono i seguenti disegni di legge già approvati dalla Camera elettiva;

a) Approvazione delle transazioni stipulate cogli eredi di Liborio Marignoli già appaltatore del dazio sul macinato nell'Umbria e nel circondario di Camerino;

b) Convenzione per l'acquisto della casa in Firenze di proprietà degli eredi Ricci;

c) Leva militare sui nati nell'anno 1848;

d) Concorso dello Stato nella spesa per l'esperimento del sistema funicolare dell'ingegnere Agudio;

e) Estensione alle provincie della Venezia e di Mantova della legge 26 febbraio 1865, numero 2180, sulle pensioni e sugli assegni ai postiglioni delle stazioni postali soppresse.

Camera dei Deputati.

La Camera nella tornata di ieri proseguì la discussione dello schema di legge per l'unificazione legislativa delle provincie venete e mantovana. Vi presero parte il Ministro di Grazia e Giustizia, il Ministro della Marina, il relatore Panattoni e i deputati Pecile, Brenna, Sanminiatelli, Donati, Chiaves, Maldini, Lovito, Rattazzi, Cicarelli, D'Ondes-Reggio Vito, Massari Giuseppe, Biancheri avv.

La Camera approvò nella stessa tornata, e senza discussione, i seguenti disegni di legge: Computo delle campagne ai militari riformati con diritto a pensione; iscrizione nel Gran Libro delle obbligazioni della già Società della ferrovia Torino-Cuneo-Saluzzo; deroga alla disposizione dell'art. 33 della legge 7 luglio 1866 in favore della Badia di San Martino presso Palermo; Codice penale militare marittimo: e, in seguito ad osservazioni dei deputati Chiaves e San Donato, a cui rispose il relatore De Pasquali, lo schema di legge per l'estensione agli impiegati civili dell'ex-regno delle Due Sicilie del condono del biennio già concesso agli ufficiali dell'esercito e della marina napolitana.

NOTIZIE ESTERE

FRANCIA

Col titolo l'*Iniziativa dei buoni cittadini* la *France* del 13 ha il seguente articolo:

La sconfitta della sommossa è completa. Ieri sera le toccò un colpo dal quale certo non si riavrà; anzi non ne farà nemmeno la prova.

Questa volta infatti non trovò solamente l'ostacolo dell'indifferenza della popolazione, ma una resistenza decisa e spontanea tanto di coloro che studiavasi di tirar seco, quanto di quelli che sperava sgomentare.

Nel dì di ieri una deputazione dei rioni più manomessi erasi recata dal prefetto di polizia, per prevenire il signor Pietri che i negozianti di quei quartieri erano risoluti a non tollerar più oltre i disordini, e a mettersi di conserva coll'autorità per reprimerli.

E tennero la parola.

Essendosi gli agitatori recati nella sera al mercato Riccardo-Lenoir, gli abitanti di questa località si gettarono su quelli e gli posero in fuga, non senza aver data a taluno una dura lezione.

Sul boulevard Beaumarchais, i negozianti di vino scacciarono dai loro negozi gli agitatori che tentavano rinnovare le scene del giorno prima; e molti anzi respinsero sulla via i perturbatori che volevano porsi al riparo quando apparve la forza pubblica.

Consimili fatti avvennero in altra parte e specialmente nel quartiere Richelieu.

Nè furono soli i negozianti a dare tali esempii di energica iniziativa; anche gli operai del sobborgo di Sant'Antonio accolsero i perturbatori di tal modo da cavare loro la voglia di ritornare.

I disordini pertanto che commosero per quattro dì Parigi ebbero, a sommar tutto, l'ottimo risultato di porre in chiaro l'impotenza assoluta nella quale i nostri costumi hanno ormai posto gli agitatori. Coloro i quali pascendosi delle memorie e delle tradizioni d'altri tempi, s'erano lusingati di suscitare gli stessi disordini colla stessa vecchia strategia, debbono ora riconoscere quanto grandemente siansi ingannati: a proprie spese appresero che il loro tempo è finito.

Questa popolazione, dianzi tanto docile alla loro voce, tanto passiva alle loro minaccie, essi non valsero nè a sedurre, nè ad intimorire. Non riuscirono che a stancarla, e disgustarla, fino al punto in cui nauseata dalla triste commedia, si diè a gridare: *basta*. E allora invece della sommossa che speravano eccitare, s'ebbero lo spettacolo inatteso e la dura lezione di un' insurrezione contro di loro.

— Fin dal primo dì della sommossa noi, scrive la *Liberté*, eravamo convinti che gli operai ci entravano per nulla; oggi ne abbiamo la certezza. Ieri, dalle sei alle dieci, percorremmo il sobborgo di Sant'Antonio e dappertutto trovammo calma, tristezza ed indignazione contro i selvaggi devastatori delle proprietà private.

Fabbricanti ed operai erano decisi ad aver essi ragione dei devastatori se ci capitavano; ci consta come non pochi perturbatori che tentarono guastare le bacheche d'un negozio a Belleville, furono picchiati, presi e consegnati alle guardie di Parigi.

Gli impresari di sommosse, dicesi, vollero provarsi e sperimentare le disposizioni della folla: or sanno qual conto farne.

— Il *Journal des Débats* del 12 scrive:

Ieri, verso le 4, l'Imperatore e l'Imperatrice sono usciti dalle Tuileries in carrozza scoperta, e senza scorta. Le Loro Maestà percorsero i boulevards sino alla Bastiglia, e furono vivamente acclamate dai numerosi cittadini che trovavansi sul loro passaggio.

Verso le sei, l'animazione cominciò a crescere sensibilmente nei dintorni del boulevard Montmartre, e verso le sette, gli *omnibus* dovettero, come il dì innanzi, abbandonare il loro solito itinerario.

Si potevano però constatare alcuni sintomi che facevano più favorevolmente augurare della serata. La folla era composta quasi esclusivamente di curiosi che dirigevansi verso i luoghi segnalati come centro dell'agitazione onde vedere che cosa avveniva. Essi stavan ritti sui banchi, sui gradini delle porte senza gettar grida, e coll'evidente timore di avanzarsi di troppo.

I presagi più soddisfacenti che si potevano trarre da queste disposizioni della folla non si sono smentiti. Un certo numero di magazzini e di caffè son rimasti aperti, con gran vantaggio del pubblico, perchè è noto quanto le loro vetrine contribuiscono a rendere illuminate le vie di Parigi. Nello stesso tempo gli agenti si astenevano dall'impedire il passo ai pedoni ed anche alle carrozze, e si limitavano a stare impassibili ed in picciol numero ai canti di parecchie strade, mentre alcune pattuglie di corazzieri (venuti da Versailles) percorrevano la via in tutti i sensi. Verso le 10, si scorse che una parte del pubblico, convinta che non v'era nulla da vedere, principiava a ritirarsi.

— Intorno ai lavori della Commissione franco-belga, si legge nella *France*:

La Commissione franco-belga ha tenuto due sedute nel corso di questa settimana. I signori Van der Sweep e Belpaire, i quali si erano recati a Brusselle, hanno fatto conoscere l'opinione del loro Governo, ch'essi avevano creduto di dover consultare per regolare varii punti secondarii. Questa opinione è conforme alle idee della Francia.

Si assicura che fra le quistioni risolte definitivamente si trovano quelle relative ai treni diretti che devono partire da Parigi ed attraversare il Belgio per recarsi sia nei Paesi Bassi, sia negli altri Stati. Si dice pure che l'affare della piccola ferrovia di Virton, sotto diramazione del Gran Lussemburgo, è regolato. Si assicura che la Commissione terminerà quanto prima i suoi lavori.

— Nella *Patrie* del 14 si legge:

L'agitazione della strada può riguardarsi come finita: tutti i cercatori di torbidi e d'emozioni rientrano nelle case. Oggi si discorrerà ancora un poco delle scene della settimana, domani tutto sarà dimenticato.

Chi non guardi che alla superficie, vedrà che nessuna traccia rimane di cotesto dramma, di cui la tela è caduta fra gli applausi d'una popolazione la quale non ha ricevuto bene che lo scioglimento, e dello spettacolo d'ieri non scorge rimanere altro che l'avviso stracciato.

Se pertanto si vuole entrare più addentro, ed esaminare, per esempio, l'influenza di questi deplorabili tentativi sulla fortuna pubblica, se ne riceve una più profonda impressione, e si desidera con più ardore che mai di non veder riprodursi questi pubblici commovimenti di cui i tristi effetti perdurano anche dopo.

SPAGNA

Nella seduta dell'8 giugno delle Cortes costituenti il signor Cabello dichiarò che la situazione non presenta alcun pericolo e che conseguentemente non era necessario mantenere un esercito così considerevole come quello che si mantiene aggiungendo la preghiera che il generale Prim non voglia chiamare sotto alle bandiere 80,000 uomini.

Il Ministro della guerra rispose che non era in suo arbitrio di diminuire le forze dell'esercito e che la cifra dell'esercito permanente non può venire ridotta al dissotto di quella indicata nel progetto che venne presentato. È una grande illusione il credere, così disse il generale, che il reclutamento dell'esercito faccia spargere lacrime amare. La condizione del soldato è oggi molto migliorata e la prova che egli sta bene sotto alle bandiere si è che la maggior parte dei

soldati non accettano i congedi trimestrali che vengono loro accordati. I soldati sono contenti e le loro famiglie si lagnano meno di quel che si faccia qui da taluno. Il numero dei soldati che rinnovano la ferma aumenta tutti i giorni e le coscrizioni non tarderanno a sparire.

Ecco ora le cifre esatte delle forze che compongono gli 80,000 uomini chiesti dal progetto di legge:

Infanteria 59,373; artiglieria 8,850; genio 2,582; cavalleria 8,993; pelottoni di mare e compagnie fisse e staccate 252. In tutto 80,000 uomini.

Si dice essere maraviglioso che dopo la rivoluzione ci bisogni tenere ancora tanti soldati sotto le armi. Ripeto quel che ho già detto. Gli eserciti debbono venire organizzati durante la pace per servire in guerra. È necessario prevedere le eventualità. Quando si possedono gli elementi di difesa che possediamo noi, non si ha nulla a temere. (*Gaceta de Madrid*)

— Ecco il testo del progetto di legge sulla Reggenza:

« Le Cortes costituenti nominano reggente del regno, col titolo di Altezza, il presidente del potere esecutivo D. Francisco Serrano y Domínguez, con tutti i poteri che la costituzione concede alla Reggenza, meno quello di sancire le leggi e di sospendere o sciogliere le Cortes finchè esse siedano come costituenti. »

Palazzo delle Cortes, 7 giugno 1869.

Sottoscritti: Olozaga, Rios Rosas, Madoz Becerra, Mala, Silvela.

(*Epoca*)

— Fra i vari emendamenti che vennero proposti a questo progetto, uno del signor Soler per una Reggenza di cinque membri venne respinto.

Un altro del signor Abargura, repubblicano, per una Reggenza di tre membri venne combattuto da Madoz a nome della Commissione.

— Il *Globe* pubblica il seguente dispaccio in data di Madrid, 10:

Il duca di Montpensier indirizzò al Governo una comunicazione, secondo cui in qualità di cittadino spagnuolo e di capitano generale dell'esercito, egli promette il rispetto alla costituzione democratica votata dalle Cortes costituenti.

NOTIZIE VARIE

Mercoledì mattina, scrive la *Spezia* del 12, S. A. R. il Principe Amedeo recossi a bordo della fregata americana *Richmond* a restituire la visita al valoroso comandante signor Mullany, che tanto si distinse nell'ultima guerra ove perdette il braccio sinistro. La fregata americana salutò con 17 colpi di cannone l'arrivo del viceammiraglio italiano, e quel saluto venne subito ricambiato dalla *Gaeta*.

Ieri alle 2 pom. gettava l'àncora nel nostro golfo la pirocorvetta *Plymouth* con 11 cannoni, comandante Maccomb, proveniente da Barcellona. È aspettata a giorni nel nostro golfo la fregata ammiraglia americana *Franklin*.

Si dice che nell'entrante settimana avrà luogo il trasbordo del *Roma*, sulla quale passerà S. A. R. il duca di Aosta inalberandovi la bandiera ammiraglia. In quanto alla *Gaeta*, essa rimarrà in disponibilità, sotto il comando del cav. Paolo Marocchetti, luogotenente di vascello di prima classe.

— Scrivono da Tunisi che, in quella città, la festa dello Statuto venne celebrata con la massima solennità.

Gli alunni del Collegio italiano, guidati dai loro professori, la Società operaia, i commercianti e tutta la colonia italiana, si recarono al Consolato per testimoniare il loro profondo affetto per l'Italia, per le nostre istituzioni, per il Re, per la Sua augusta Famiglia e per lo Statuto.

— S. A. il granduca di Weimar è arrivato a Venezia e si trattiene alcuni giorni. È qui pure giunto il conte Della Minerva, Ministro italiano in Atene.

(*Gazzetta di Venezia*)

— Sul recente scoppio d'una locomotiva fra Milano e Bergamo, di cui demmo già la notizia, il signor Angeretti alunno dell'Istituto tecnico manda da Verdello i seguenti particolari alla *Gazzetta di Bergamo*:

Ieri sera qui presso al nostro paese avvenne una catastrofe. Erano le sei pomeridiane ed il treno omnibus proveniente da Milano lasciava la stazione di Verdello per venire a Bergamo. Il convoglio era molto carico di merci, e su di esso erano parecchi viaggiatori. Quando fu ad un chilometro circa al disopra di Verdello, sia che la macchina non fosse in buono stato, sia che i macchinisti tenesser chiuse oltre il dovere le valvole per mantener forza al moto, o fosse un puro caso d'inavvertenza e trascuranza, la caldaia della macchina si sollevò al disopra della piattaforma con tale impeto da far rivolgere l'intera macchina colle ruote verso il cielo. La caldaia cilindrica scoppiò mandando il fuochista all'altezza di ben tre metri e balestrandolo lungi 7 metri col cranio spezzato, e tutto trito della persona. La caldaia, appena data la grande scossa, che fece sollevare e rompere il tender e fracassare parecchi carri, si innalzò, sorvolò la siepe della strada, ruppe i fili del telegrafo ed andò a ficcarsi nel terreno scavando una fossa di 2 metri di profondità e di altrettanti e più di superficie. Quindi si risollevò con pari veemenza al disopra dei gelsi che crescono nel campo, ne saltò tre, e andò di nuovo a cadere ad una distanza di circa 60 passi dalla prima fossa, scavandone una seconda non minore. Ma qui non si fermò, e fece due altri salti scavando altre due fosse pari alle prime, e finalmente s'arrestò affondata nel terreno. I tubi ebollitori per le botte che sofferse la caldaia dalla parte esterna rimasero tutti schiacciati l'uno contro l'altro come un fascio di legna, e la cassa fumaria più non c'era, ma si vedevano qua e là dei pezzi di essa.

Ma tornando al convoglio che rimase sulla ferrovia, quale rovina! Tacendo della macchina capovolta, la quale non presentava più che lo spettacolo di un monte di ferraccia e di tubi attorcigliati e schiacciati, dirò soltanto alcune parole del resto del danno. Il macchinista fu rinvenuto in un cantuccio del tender al disotto di un mucchio di lastre di ferro state staccate dalla macchina al momento dello scoppio. Egli era tutto pesto dalla esplosione di quei proiettili; la sua pelle tutta ammaccata e aggrinzata, ed aveva i ginocchi e le gambe perforate. Il pover uomo semivivo e quasi agonizzante venne trasportato nella prossima casa cantoniera.

Il cadavere mutilato del fuochista fu deposto nel cimitero di Levate. Quasi subito dopo lo scoppio, una gran quantità di gente si affollava sul luogo del disastro; alcuni si presero la cura di incoraggiare i viaggiatori, che per una vera fortuna, a causa dell'esser i vagoni dei viaggiatori gli ultimi del convoglio, non ebbero a soffrire che lo spavento, tranne un ragazzo che per una botta al naso perdette un po' di sangue. In seguito giunse un convoglio che conteneva molti funzionari, e in un attimo i carri che erano rimasti intatti furono condotti via. Gli addetti al servizio della linea con leve ed argani levarono i carri che erano caduti nel campo vicino e che erano quasi tutti sfracellati. Quale spaventevole scena! Terra e piante per circa 50 metri all'ingiro erano tutte affumicate, un palo del telegrafo quasi sterrato, qua e là pezzi di ghisa, tubi di rame, spranghe di ferro. Alla distanza di circa 60 metri si vedeva la caldaia che era lunga forse 5 metri, affatto sformata. Era un miserando spettacolo di rovina e confusione.

Di simili catastrofi non furono mai viste! era una vera officina da fabbro il vedere tutto quel ferramento scomposto. Ma il peggio fu di quei poveri macchinisti uno dei quali, il morto, non presentava che due braccia trite e mezza testa, la quale mostrava una faccia livida e contratta, ed il resto era tutto sangue: l'altro, come vi ho narrato, si temeva avesse a morire; ma però dietro esame di medici, pare non abbia ad esserci pericolo. Appena egli potè parlare, disse che era padre di quattro figli, che avea 34 anni, e che l'altro compagno ne avea 27.

— Il signor Dariste, membro del Senato di Francia, ha sporto querela contro il giornale il *Bearnese* per diffamazione ed ingiuria, chiedendo a titolo di indennità la somma di 100 mila lire.

— Si è fatta testè a Parigi la vendita per pubblici incanti della collezione di medaglie romane del sig. G.. Il retratto salì alla somma di 73,922 franchi. Alcune di quelle medaglie furono vendute a 2,500 fr., 1,575 fr., 1,030 fr., 1,000 fr., 900 fr., ecc.

— Un'analisi dei titoli della paria inglese mostra che nella Camera dei lordi attuali le parie più antiche sono 3 e risalgono al secolo XIII. Quattro titoli datano dal XIV, 7 dal XV, 12 dal XVI, 35 dal XVII, 95 dal XVIII e 233 sono di questo secolo. Le nuove lettere patenti emesse dall'arrivo del conte Grey al potere nel 1830 sono 163, e di questo numero 123 furono rilasciate da amministrazioni liberali e 40 da gabinetti conservatori.

DIARIO

Nella seduta del giorno 11 della Camera dei Lordi d'Inghilterra, lord Bateman interpellò lord Granville per sapere quale condotta il Governo della regina intenda tenere nel caso in cui il *bill* sulla Chiesa d'Irlanda fosse respinto. L'interpellante giustificò la sua domanda colla considerazione della forte maggioranza di cui dispone il presente gabinetto nella Camera dei Comuni e del linguaggio irritato di una frazione della pubblica opinione verso la Camera alta.

Ad onta che la interpellanza venisse ritirata, lord Granville dichiarò di non comprendere quale importanza possano avere le parole minacciose che sono state pronunziate contro la Camera dei Lordi in talune adunanze pubbliche.

E, per ciò che concerne il Governo, lord Granville aggiunse che esso non si allontanerà mai dal contegno rispettoso che gli è imposto così verso la Camera dei Comuni, come verso quella dei Lordi.

I fogli di Parigi constatano che, il giorno 12, la pubblica quiete non venne in alcun modo sturbata in quella città. I telegrammi in data di ieri e d'oggi fanno inoltre sapere che la città stessa continua ad essere compiutamente tranquilla. In parecchie località i privati cittadini prestarono mano forte agli agenti dell'autorità per soffocare parziali tentativi di disordine.

S. M. il Vicerè d'Egitto venne ricevuto il 12 corrente dall'Imperatore dei Francesi. L'Imperatrice ed il Principe Imperiale assistevano al ricevimento che ebbe luogo nella sala dei Marescialli.

Il Senato belga, nella sua seduta del 12, ha respinte le nuove modificazioni del Governo nella legge sull'arresto personale e, con 30 voti contro 24, ha adottato un emendamento col quale si dichiara che l'attuale legge verrà riveduta nella sessione del 1872.

Da Ottawa annunziano essere stata presentata alla Camera canadese una risoluzione diretta ad ordinare una inchiesta sulle perdite che il Canadà ha subite a motivo della invasione dei Feniani.

MINISTERO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO.

Bollettino dei prezzi dei bozzoli verificatisi nelle infra descritte città del Regno nel mercato delli 12 giugno 1869.

QUALITÀ DEI BOZZOLI	PREZZO per ciascun chilogramma – MASSIMO (Lire Cent.)	MINIMO (Lire Cent.)	QUANTITÀ venduta (Chilogr.)
Alessandria 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 90	3 »	15455
Nostrali gialli	8 »	6 »	635
Polivoltini	3 90	2 75	955
Rovigo 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 32	3 36	
» polivoltini	5 »	2 »	102
Nostrali bianchi	5 82	5 08	
» gialli	6 58	4 50	
Modena 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 25	2 »	349
Nostrali	8 70	6 50	19 30
Udine 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 70	3 75	5510
» polivoltini	4 44	2 68	6299
Firenze 12 giugno.			
Giapponesi annuali	4 71	3 53	54 260
Nostrali gialli	7 51	5 89	353 380
Bologna 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 50	4 50	3500
» polivoltini	3 50	1 50	1000
Nostrali gialli	9 50	6 50	1500
Caserta 12 giugno.			
Giapponesi annuali	3 52	1 65	254
Nostrali	7 09	4 67	295
Siena 12 giugno.			
Giapponesi annuali	7 05	6 »	2120
» polivoltini	5 30	4 42	180
Cologna 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 60	4 52	»
Ravenna 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 2	2 »	166 64
Nostrali gialli	7 80	5 »	42 80
Asti 12 giugno.			
Giapponesi annuali	7 80	3 »	5700
Nostrali bianchi	9 »	3 80	1940
Acqui 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 20	3 »	1045
» polivoltini	4 75	2 50	81
Nostrali bianchi	5 60	3 60	34
» gialli	8 »	5 20	573
Terni 12 giugno.			
Giapponesi polivoltini	4 40	1 50	279 790
Nostrali gialli	7 65	4 50	672 050
Cremona 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 35	3 20	2564
» polivoltini	3 75	2 65	200 260
Stradella 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 75	2 80	3200
Nostrali gialli	8 »	6 50	225
Piacenza 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 75	3 10	1436
Nostrali	6 95	6 50	507
Polivoltini	3 50	2 10	488
Reggio Emilia 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 90	4 30	2035
» polivoltini	4 20	2 50	»
Nostrali gialli	9 30	7 »	587
Rieti 12 giugno.			
Giapponesi annuali	2 85	» »	39 950
Nostrali gialli	6 60	6 »	50 10
Cagli 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 25	2 »	165 180
Nostrali bianchi	9 25	5 »	143 470
Polivoltini	7 50	3 »	47 910
Milano 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 10	1 50	4 62
Nostrali gialli	8 60	5 »	69 29
Vicenza 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 50	5 50	»
Adria 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 »	4 50	100
Arezzo 12 giugno.			
Giapponesi annuali	3 53	2 94	300
Nostrali	8 83	7 06	2940
Lugo 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 30	3 »	393 95
Nostrali bianchi	8 25	7 »	471 44
» gialli	6 50	6 »	92 89
Legnago 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 »	4 50	3 50
Faenza 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 50	2 »	307 52
Nostrali gialli	8 60	5 »	319 50
Incrociati	7 »	4 50	143 74
S. Vito 12 giugno.			
Giapponesi annuali	4 50	» »	18
Lucca 12 giugno.			
Giapponesi annuali	3 10	2 70	500
Nostrali gialli	8 20	7 30	2500
Mortara 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 50	3 60	120
» polivoltini	3 »	2 40	200
Polivoltini	2 25	1 25	150
Vigevano 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 »	3 90	800 15
Nostrali gialli	3 80	3 »	432
Polivoltini	2 90	2 »	127
Pesaro 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 50	2 »	4771
Nostrali gialli	8 60	5 »	1413
Brescia 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 30	3 20	6050 80
Morbegno 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 80	» »	2300
Camerino 12 giugno.			
Giapponesi polivoltini	6 15	1 65	431 37
Nostrali bianchi	7 50	4 50	131 50
» gialli	7 50	4 50	196 60
Foligno 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 75	1 50	429 780
Nostrali gialli	7 75	6 »	367 210
Forlì 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 20	3 »	2285 280
Nostrali gialli	7 50	6 »	106 900
Teramo 12 giugno.			
Nostrali gialli	6 50	» »	75
Novara 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 »	4 10	22860
» polivoltini	4 80	3 35	12910
Nostrali gialli	7 50	6 25	260
Altre sementi	5 »	2 30	3270
Villafranca 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 30	4 30	194
Castiglione 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 10	3 10	522 350
Catania 12 giugno.			
Giapponesi annuali	1 91	» »	90
Nostrali gialli	5 20	» 60	240
Guastalla 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 50	5 75	913 87
» polivoltini	3 75	2 25	27 41
Inferiori	2 10	1 55	13 04
Nostrali gialli	9 05	7 79	26 14
Pavia 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 »	2 »	4577 220
» polivoltini	2 80	2 »	82 080
Reggio Calabria 12 giugno.			
Giapponesi annuali	4 30	3 80	480
Voghera 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 80	3 »	5363
» polivoltini	3 75	2 15	1151
Nostrali gialli	8 60	6 »	1395
Treviso 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 50	4 50	2500
» polivoltini	4 »	3 25	800
Codroipo 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 79	5 19	49
Cesena 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 50	2 »	416 900
Nostrali	8 50	6 »	177 040
Siena 12 giugno.			
Nostrali gialli	7 05	4 42	2300
Parma 12 giugno.			
Giapponesi annuali	7 £0	3 80	13575
Nostrali	10 30	4 30	3762
Polivoltini	5 »	2 »	1600
Osimo 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 60	1 80	852 79
Nostrali	7 80	4 80	»
Pordenone 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 60	5 50	463
Fossombrone 12 giugno.			
Giapponesi annuali	5 20	2 »	94
Nostrali gialli	9 50	5 »	413
Ivrea 12 giugno.			
Nostrali	7 30	6 60	7000
Pinerolo 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 10	3 50	4000
Alba 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 90	4 »	52000
Cosenza 12 giugno.			
Giapponesi annuali	4 50	4 20	3500
» polivoltini	4 30	3 80	1200
Nostrali bianchi	4 70	4 »	800
» gialli	5 20	4 50	800
Polivoltini	3 40	2 70	200
Pallanza 12 giugno.			
Giapponesi annuali	6 »	5 25	1860
» polivoltini	4 15	2 »	100
Torino 12 giugno.			
Giapponesi annuali	7 »	2 »	60000
Sanseverino 12 giugno.			
Giapponesi polivoltini	3 40	1 50	1 50
Nostrali bianchi	6 50	4 50	25
» gialli	6 80	4 80	50
Novi Ligure 12 giugno.			
Giapponesi annuali	8 »	3 »	15200 70

Il Direttore Capo della 1ª Divisione
BIAGIO CARANTI.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI
(AGENZIA STEFANI)

Vienna, 14.

Assicurasi che la notizia data dai giornali che il Governo prussiano abbia l'intenzione di dare molti congedi militari per il prossimo inverno sia priva di fondamento.

Parigi, 14.

Chiusura della Borsa.

	12	14
Rendita francese 3 %	71 22	71 30
Id. italiana 5 %	57 25	57 25
Valori diversi.		
Ferrovie lombardo-venete	511 —	515 —
Obbligazioni	242 —	242 50
Ferrovie romane	63 —	63 —
Obbligazioni	134 50	134 50
Obblig. ferr. *Vitt. Em.* 1863	151 50	151 50
Obbligazioni ferr. merid.	161 —	162 50
Cambio sull'Italia	3 1/4	3 3/4
Credito mobiliare francese	245 —	250 —
Obblig. della Regìa Tabacchi	432 —	432 —
Azioni id. id.	616 —	615 —

Vienna, 14.

Cambio su Londra	124 20	— —

Londra, 14

Consolidati inglesi	92 3/4	92 3/4

Parigi, 14.

Non è avvenuto alcun nuovo disordine. La tranquillità è perfetta.

Ieri l'Imperatore ha visitato il Vicerè d'Egitto; il loro colloquio durò più di un'ora.

Nuova York, 13.

L'inviato degl'insorti di Cuba propose al Governo americano, in seguito alla dimissione del generale Dulce, di riconoscere l'indipendenza di quell'isola.

Fisch respinse la proposta dicendo che il cambiamento del governatore non significa già che la Spagna abbia abbandonato Cuba, e soggiungendo che il riconoscimento potrebbe aver luogo soltanto dopochè l'indipendenza fosse un fatto compiuto colla completa espulsione delle truppe spagnuole.

Assicurasi che il Governo è deciso di non riconoscere la rivoluzione di quell'isola.

Parigi, 14.

Il *Journal Officiel* di questa sera, pubblicando il racconto dei disordini avvenuti a Parigi, dice: « Due fatti importanti emergono da questo racconto: cioè che il sentimento delle popolazioni reagì dappertutto contro i perturbatori, e che in seguito all'azione ferma e paziente delle autorità i disordini sono stati repressi senza bisogno di ricorrere alle armi. »

Parigi, 14.

La *France* dice che la notizia della nomina del generale Fleury a Firenze è prematura, che nulla ancora è deciso in proposito ed è anzi probabile che Fleury non venga nominato a Firenze.

Molti giornali dei dipartimenti sono posti sotto processo per avere pubblicato false notizie in occasione dei recenti disordini di Parigi, di Bordeaux e di Nantes.

Parigi, 15.

La città continua ad essere completamente tranquilla.

Marsiglia, 15.

Le autorità fecero arrestare una parte dell'equipaggio del vapore naufragato il *Generale Abbatucci*.

Lisbona, 14.

Assicurasi che il progetto di matrimonio del principe Augusto colla figlia del duca di Montpensier sia rotto e che il re Ferdinando abbia scritto al duca in questo senso.

Pest, 14.

Camera dei deputati. — Il Presidente del Consiglio dei Ministri, rispondendo ad una interpellanza sopra i pretesi armamenti sulla frontiera militare e sulle quistioni di conquistare la Bosnia, negò l'esistenza degli armamenti dicendo che l'Austria e l'Ungheria vogliono il mantenimento della pace in Oriente e la politica di non intervento; soggiunse essere peraltro necessario che questa politica tocchi al suo termine se altre potenze volessero intervenirvi.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 14 giugno 1869, ore 1 pom.

Il tempo è stato nuvoloso nelle coste del Mediterraneo, e sereno in quelle dell'Adriatico.

Nel nord della Penisola il barometro è sceso di 4 mm., nel resto si tenne stazionario. Domina ancora il sud est, e il mare toscano è un po' agitato.

Mancano le notizie dall'estero; ma il tempo non sembra volersi mutare.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze
Nel giorno 14 giugno 1869.

	ORE 9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 754 0	mm 753,5	mm 753,4
Termometro centigrado	25,5	29,0	19,0
Umidità relativa	60,0	60 0	65,0
Stato del cielo	sereno	sereno e nuvoli	sereno e nuvoli
Vento { direzione / forza	NO debole	NO debole	NO debole

Temperatura massima . . . . + 31,0
Temperatura minima . . . . + 17,0

TEATRI

SPETTACOLI D'OGGI

POLITEAMA FIORENTINO — Rappresentazione dell'opera: *Folco d'Arles*. — Ballo: *Rebecca*.

ARENA NAZIONALE, ore 8 — La drammatica Compagnia Dondini e Soci rappresenta: *La Verità*.

ARENA GOLDONI, ore 8 — La drammatica Compagnia diretta da Buonamici rappresenta: *I due Fratelli*.

BARBERIS FRANCESCO, *gerente*.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (*Firenze*, 15 *giugno* 1869)

VALORI		VALORE NOMINALE	CONTANTI L	CONTANTI D	FINE CORR. L	FINE CORR. D	FINE PROSSIMO L	FINE PROSSIMO D	NOMINALE
Rendita italiana 5 0/0	god. 1 genn. 1870		»	»	56 80	56 75	»	»	»
Rendita italiana 3 0/0	» 1 aprile 1868		»	»	35 60	35 50	»	»	»
Impr. Naz. tutto pagato 5 0/0 lib.	1 aprile 1868		»	»	79 80	79 70	»	»	»
Obbligaz. sui beni eccles. 5 0/0	»		»	»	»	»	»	»	84 80
Az. Regia coint. Tab. (carta)	»	500	»	»	637	635	»	»	»
Obb. 6 0/0 Regia Tab. 1868 Titoli provv. (oro) trattabile in carta	» 1 genn. 1869	500	»	»	»	»	»	»	451
Imprestito Ferriere 5 0/0	» 1 luglio 1868	840	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. del Tesoro 1849 5 0/0 p. 10	» id.	480	»	»	»	»	»	»	»
Azioni della Banca Naz. Toscana	» 1 genn. 1869	1000	»	»	»	»	»	»	1750
Dette Banca Naz. Regno d'Italia	» 1 genn. 1869	1000	»	»	»	»	»	»	1930
Cassa di sconto Toscana in sott.	»	250	»	»	»	»	»	»	»
Banca di Credito italiano	»	500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni del Credito Mobil. ital.	»								
Obbl. Tabacco 5 0/0	»	1000	»	»	»	»	»	»	»
Azioni delle SS. FF. Romane	»	500	»	»	»	»	»	»	»
Dette con prelaz. pel 5 0/0 (Antiche Centrali Toscane)	»	500	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. 3 0/0 delle SS. FF. Rom.	»	500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni delle ant. SS. FF. Livor.	» 1 luglio 1868	420	»	»	»	»	»	»	220
Obblig. 3 0/0 delle suddette CD	» id.	500	»	»	»	»	»	»	179
Dette	»	420	»	»	»	»	»	»	»
Obblig. 5 0/0 delle SS. FF. Mar.	»	500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni SS. FF. Meridionali	» 1 genn. 1869	500	»	»	321	319	»	»	»
Obbl. 3 0/0 delle dette	» 1 aprile 1868	500	»	»	»	»	»	»	170
Obb. dem. 5 0/0 in s. comp. di 11	» id.	505	»	»	»	»	»	»	435
Dette in serie non comp.	»	505	»	»	»	»	»	»	»
Dette in serie picc.	»	505	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. SS. FF. *Vittorio Emanuele*	» id.	500	»	»	»	»	»	»	»
Imprestito comunale 5 0/0	»	500	»	»	»	»	»	»	»
Detto in sottoscrizione	»	500	»	»	»	»	»	»	»
Detto liberate	»	500	»	»	»	»	»	»	»
Imprestito comunale di Napoli	»	150	»	»	»	»	»	»	»
Detto di Siena	»	500	»	»	»	»	»	»	»
5 0/0 italiano in piccoli pezzi	» 1 luglio 1868		»	»	»	»	»	»	57 20
3 0/0 idem	» 1 aprile 1868		»	»	»	»	»	»	36
Imprestito Nazion. piccoli pezzi	»		»	»	»	»	»	»	81
Nuovo impr. della città di Firenze in oro	1 aprile	250	»	»	»	»	»	»	189
Obbl. fondiarie del Monte dei Paschi 5 0/0		500	»	»	»	»	»	»	385

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
Livorno	8			Venezia eff. gar.	30			Londra . . . a vista			
dto.	30			Trieste	30			dto.	30		
dto.	60			dto.	90			dto.	90	25 93	25 88
Roma	30			Vienna	30			Parigi . . . a vista		03 55	f. 3 40
Bologna	30			dto.	90			dto.	30		
Ancona	30			Augusta	30			dto.	90		
Napoli	30			dto.	90			Lione	90		
Milano	30			Francoforte	30			dto.	90		
Genova	30			Amsterdam	90			Marsiglia	90		
Torino	30			Amburgo	90			Napoleoni d'oro		20 71	20 69
								Sconto Banca 0/0			

PREZZI FATTI

5 0/0 56 77 1/2 - 80 - 75 fine corr.

Per il sindaco: A. MORTERA.

PREFETTURA DELLA Provincia di Siracusa

AVVISO D'ASTA

Per una casa penale in Noto.

Si rende noto al pubblico che alle ore 11 antim. del giorno 28 del corrente mese di giugno, in questo ufficio di prefettura, alla presenza dell'illustrissimo signor prefetto, coll'intervento dell'ingegnere capo del Genio civile governativo, si procederà allo appalto per asta pubblica di tutte le opere e provviste per la riduzione del Monastero di San Tommaso di Noto a casa penale a tenore dei relativi disegni e lavori spiegati nelle tavole dimostrative, nella perizia e capitolato d'oneri all'uopo formulati dall'ingegnere dell'ufficio del Genio civile governativo signor Dichiara Marco dell'8 agosto 1868, e superiormente approvati.

L'opera avrà principio tostochè ne sarà fatta la regolare consegna, e dovrà eseguirsi e darsi compiuta entro il termine di mesi venti a decorrere dalla data del verbale relativo alla consegna suddetta.

Chiunque intenda essere ammesso a far partito all'asta dovrà presentare un certificato di idoneità, e di data non anteriore di sei mesi, rilasciato da un ispettore o da un ingegnere capo del Genio civile governativo in attività di servizio, nel quale sia fatto cenno delle principali opere già da essi concorrenti eseguite, o all'eseguimento delle quali abbiano preso parte.

Sarà anche obbligo di depositare presso questa prefettura la somma di lire 5000 in numerario o in biglietti della Banca Nazionale come cauzione provvisoria a guarentigia dell'asta. Tale somma sarà restituita dopo terminati gl'incanti, ad eccezione di quella spettante al deliberatario, che rimarrà presso la prefettura sino a che non siasi stipulato il contratto di appalto e prestata dal deliberatario medesimo la cauzione definitiva nella somma di L. 12,000, la quale non sarà altrimenti accettata che in numerario od in biglietti della Banca Nazionale od in cedole del Debito pubblico dello Stato al valor nominale.

Qualora all'atto della stipulazione del contratto di appalto, che dovrà aver luogo cinque giorni dopo l'aggiudicazione definitiva, il deliberatario non prestasse la cauzione definitiva, e qualora, per causa qualsiasi da esso dipendente, la stipulazione non potesse aver luogo nel termine prestabilito, egli perderà la somma già depositata per sicurezza dell'asta, e l'amministrazione sarà in facoltà di procedere ad un nuovo incanto.

L'asta avrà luogo col sistema delle candele, sotto l'osservanza delle prescrizioni contenute nei capitoli 2° e 3° del titolo II del regolamento generale di contabilità approvato con regio decreto 25 novembre 1866, n. 3381.

Base del prezzo soggetto a ribasso dei lavori messi in appalto ammonta nella somma complessiva di lire L. 117,969, poichè rimangono a disposizione dell'amministrazione L. 14,032 per opere imprevedute in corso di esecuzione, come risulta dal progetto annesso al capitolato di appalto.

Le offerte si debbono esibire in base di un tanto per cento di ribasso al succennato prezzo dei lavori, tanto a corpo quanto a misura, e non saranno accettate offerte condizionate, nè quelle espresse in termini generali.

Il deliberamento seguirà a favore dell'ultimo offerente, salvo lo effetto del ribasso al medesimo che non potrà essere inferiore al ventesimo del prezzo di aggiudicazione, che dovrà presentarsi nell'improrogabile termine di giorni quindici scadibili alle ore 12 meridiane del dì 13 entrante mese di luglio e riservata la necessaria superiore approvazione.

Tutte le spese all'asta, alla stipulazione del contratto, di bollo, di registro e quelle infine per le occorrenti copie del contratto stesso, e dei documenti che ne fanno parte integrale, sono a carico del deliberatario.

Il capitolato d'oneri, progetto e perizia dei lavori, tavole dei disegni, e tutt'altri documenti che regolano l'appalto e sono di base allo stesso, trovansi depositati presso questo ufficio di prefettura, dove possono gli attendenti all'asta prenderne cognizione nelle ore di ufficio.

Siracusa, 9 giugno 1869.

Per l'ufficio di prefettura
Il Segretario Capo ff: C. GALVAGNO.

1556

SOCIETÀ DI COLONIZZAZIONE PER LA SARDEGNA

ASSEMBLEA GENERALE.

(1ª *pubblicazione*)

Per il giorno 27 corrente giugno è convocata l'assemblea generale degli azionisti della Società di Colonizzazione per la Sardegna a'termini dell'articolo 136 del Codice di commercio.

Fanno parte dell'assemblea generale tutti gli azionisti possessori di cinque azioni che presenteranno quietanza del primo versamento.

I possessori di un numero inferiore a cinque azioni possono intervenirvi senza diritto a voto. (V. Art. 15 e 16 dello statuto sociale.)

Addì 10 giugno 1869.

1563 *IL COMITATO PROMOTORE.*

ATTI DEL PARLAMENTO SUBALPINO

vol.		Prezzo
	Sessione 1848.	
1.	Documenti - Dall'8 maggio al 30 dicembre 1848	L. 12 »
2.	Discussioni della Camera dei Dep. - Dall'8 maggio al 2 agosto 1848	» 13 20
3.	Idem Dal 16 ottobre al 28 dicembre 1848	» 20 »
4.	Indice analitico ed alfabetico	» 2 80
5.	Discussioni del Senato del Regno - Dall'8 maggio al 80 dic. 1848	» 8 80
	Sessione 1849.	
1.	Documenti - Dal 1° febbraio al 30 marzo 1849	» 5 80
2.	Discussioni della Camera dei Dep. - Dal 1° febb. al 30 marzo 1849	» 15 20
3.	Discussioni del Senato del Regno Idem	» 3 60
4.	Documenti - Dal 30 luglio al 20 novembre 1849	» 10 20
5.	Discussioni del Senato del Regno - Dal 31 luglio al 17 nov. 1849	» 9 »
6.	Discussioni della Camera dei Dep. - Dal 30 luglio al 20 nov. 1849	» 34 80
	Sessione 1850.	
1.	Documenti - Dal 20 dicembre 1849 al 19 novembre 1850	» 20 80
2.	Discussioni della Camera dei Deputati - Dal 20 dicembre 1849 al 12 marzo 1850	» 24 80
3.	Discussioni della Camera dei Deputati - Dal 13 marzo al 22 maggio 1850	» 30 20
4.	Discussioni della Camera dei Deputati - Dal 23 maggio al 19 novembre 1850	» 26 60
5.	Discussioni del Senato del Regno - Dal 20 dicembre 1849 al 19 novembre 1850	» 16 20
	Sessione 1851.	
1.	Documenti - Dal 23 novembre 1850 al 27 febbraio 1852	» 19 20
2.	Documenti - Dal 23 novembre 1850 al 27 febbraio 1852	» 13 »
3.	Discussioni della Cam. dei Dep. - Dal 23 nov. 1850 al 29 genn. 1851	» 19 »
4.	Idem Dal 30 gennaio al 21 marzo 1851	» 20 »
5.	Idem Dal 22 marzo al 19 maggio 1851	» 20 »
6.	Idem Dal 20 maggio al 16 luglio 1851	» 21 »
7.	Idem Dal 19 nov. 1851 al 17 gennaio 1852	» 19 »
8.	Idem Dal 19 gennaio al 27 febbraio 1852	» 12 »
9.	Discussioni del Senato del Regno - Dal 23 novembre 1850 al 20 maggio 1851	» 17 20
10.	Discussioni del Senato del Regno - Dal 23 maggio 1851 al 27 febbraio 1852	» 18 40
	Sessione 1852.	
1.	Documenti - Dal 4 marzo 1852 al 21 novembre 1853	» 20 20
2.	Idem Dal 4 marzo 1852 al 21 novembre 1853	» 14 80
3.	Idem Dal 4 marzo 1852 al 21 novembre 1853	» 16 60
4.	Discussioni della Cam. dei Dep. - Dal 4 marzo all'11 maggio 1852	» 18 »
5.	Idem Dal 12 maggio al 14 luglio 1852	» 20 »
6.	Idem Dal 19 novembre 1852 all'11 febb. 1852	» 25 60
7.	Idem Dal 12 febbraio al 22 aprile 1853	» 26 »

Dirigere le domande accompagnate dal relativo vaglia postale alla Tip. EREDI BOTTA.

SITUAZIONE DEL BANCO DI NAPOLI

al 30 Aprile 1869

ATTIVO.

Voce		L.
Effetti commerciali in portafoglio		L. 37,783,139 67
Anticipazioni su pegni di oggetti preziosi	L. 8,656,373 75	
» di pannine	» 955,229 »	9,718,401 75
» di metalli	» 106,799 »	
Id. sopra certificati di rendita italiana		» 9,989,580 09
Id. di semestri di rendita		» 191,839 30
Id. sopra pegni di mercanzie		» 212,463 30
Credito sul Tesoro dello Stato per numerario immesso nella Zecca dal 1818 al 1862		» 1,640,778 88
Credito sullo stralcio della Cassa di risparmio		» 52,700 »
Credito verso la provincia di Napoli		» 1,747,383 25
Altro verso la provincia di Bari		» 357,248 97
Altri sopra diversi		» 1,400,211 20
Prestito nazionale		» 9,025,315 70
Fondi pubblici		» 1,744,647 62
Certificati della Tesoreria generale		» 73,864 61
Obbligazioni municipali di Napoli		» 208,154 37
Immobili		» 4,661,923 50
Mobili		» 94,974 50
Numerario immobilizzato		» 20,000,000 »
Numerario e bigl. della Banca Naz. esistenti nelle casse di Napoli, Bari e Firenze		» 39,968,105 »
Biglietti della Banca Naz. ricevuti sul numerario immobilizzato a norma dell'articolo 6 del regio decreto del 1° maggio 1866, ed esistenti nelle Casse del Banco, oltre gli anzidetti		» 3,660,000 »
Totale		L. 142,530,731 71

PASSIVO.

Voce	L.
Polizze e fedi di credito in circolazione	L. 105,750,832 67
Libretti emessi dalla Cassa di risparmio	» 4,429,259 32
Conti correnti ad interesse	» 4,409,735 24
Biglietti somministrati dalla Banca Nazionale a' sensi dell'articolo 6 del regio decreto del 1° maggio 1866	» 3,660,000 »
Capitale patrimonio del Banco	» 24,280,904 48
Totale	L. 142,530,731 71

1550

Il Ragioniere Generale ANTONIO DE LUCA. — Visto Per il Direttore Generale Giorello. — Visto Il Regio Ispett. del sind. C. Salvi. — Per copia conforme Il Segret. Gen. G. Marino.

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

NEL REGNO D'ITALIA

A tutto il giorno 29 Maggio 1869.

ATTIVO.

Voce	L.
Numerario in cassa nelle Sedi e Succursali	L. 176,587,478 27
Esercizio delle zecche dello Stato	» 10,280,649 39
Stabilimenti di circolazione per fondi somministrati (R. Decreto 1° maggio 1866)	» 12,772,500 »
Portafoglio nelle sedi e succursali	» 244,798,458 89
Anticipazioni id.	» 39,905,418 82
Effetti all'incasso in conto corr.	» 686,149 80
Fondi pubblici applicati al fondo di riserva	» 16,003,975 »
Tesoro dello Stato (L. 27 febb. 1856)	» 219,793 94
Id. conto mutuo 278 milioni (Regi decreti 1° maggio e 5 ottobre 1866)	» 278,000,000 »
Id. conto anticipazione 100 milioni (Convenzione 9-12 ottobre 1867)	» 86,025,275 16
Immobili	» 7,190,152 »
Azioni da emettere	» 20,000,000 »
Azionisti, saldo azioni	» 10,700 »
Debitori diversi	» 2,347,146 36
Spese diverse	» 3,190,876 27
Indennità agli azionisti della cessata Banca di Genova	» 466,666 70
Obbligazioni del debito pubblico 15 settembre 1867 in cassa	» 34,445,700 »
Depositi volontari liberi	» 109,633,928 58
Depositi obbligatori e per cauzione	» 62,802,661 52
Anticipazione al Governo (decreti 1° ottobre 1859 e 29 giugno 1865)	» 20,136,800 »
	L. 1,125,504,330 70

PASSIVO.

Voce	L.
Capitale	L. 100,000,000 »
Biglietti in circolazione	» 715,415,480 40
Id. sommin. agli stabilim. di circolaz.	» 12,772,500 »
Fondo di riserva	» 16,000,000 »
Tesoro dello Stato conto corrente (Disponibile	» »
(Non disponibile	» 6,315,239 94
Conti correnti (disponibile) nelle sedi e succursali	» 8,813,037 33
Id. (non disponibile) id.	» 34,797,259 68
Biglietti all'ordine a pagarsi (art. 21 degli statuti)	» 6,132,005 62
Mandati a pagarsi	» 5,270,905 07
Dividendi a pagarsi	» 37,678 50
Sottoscrizione per l'alienazione delle obbligazioni 15 settembre 1867	» 591,365 97
Creditori diversi	» 6,519,292 41
Deposito obbligazioni del debito pubblico 15 settembre 1867	» 34,445,700 »
Depositanti d'oggetti e valori diversi	» 172,436,590 10
Risconto del semestre precedente e saldo profitti	» 914,937 53
Benefizi del semestre in corso	» 3,165,264 08
Marche da bollo in circolazione	» 14,220 »
Servizio del debito pubbl. a Torino	» 1,862,854 07
	L. 1,125,504,330 70

1549 Visto Il Censore centrale C. De Cesare. — Per autenticazione Il Direttore generale: Bombrini.

Avviso. 1561

Il signor Giovan Battista Gambini di Pistoia col suo testamento olografo pubblicato il 5 febbraio 1869 ordinava al di lui erede Alessandro Tonelli di detta città di restituire le seguenti somme agli appresso individui per diversità del frutto percetto a loro carico di un mezzo scudo più, oltre il 5 per 100 all'anno:

Ai signori Accademici della Sapienzina di Pistoia, e per essi ai signori Tonelli Giulia e Giacomelli G ov. Domenico, o eredi di essi, scudi 18 fiorentini, pari a it. lire 105 84.

Ai signori fratelli Piccioli di Pistoia, o loro eredi, che uno di nome Giov. Battista, scudi 6 fior, pari a italiane lire 35 28.

Ai signori Francesco Boccaccini di detta città e fratelli, dei quali esso era amministratore, scudi 1 1 8 — fior., pari a it. lire 7 05.

Al signor Luigi od altri eredi in suo luogo, figlio del già Ranieri Carradori di detta città, scudi 1 5 16 8 fior., pari a it. lire 10 78.

Al signor Giov. Battista Pieratti di Montemurlo, o suoi eredi, scudi due fior., pari a it. lire 11 76.

Alla signora Fiammetta, figlia ed erede della già sigª Alessandra Baldinotti, moglie del cav. Giovanni Scarfantoni di Pistoia, scudi 5 — 16 — fiorentini, pari a it. lire 30 07.

Ai signori figli ed eredi del già Luigi Tagliasacchi di Pistoia, computista, scudi 1 2 16 8 fior., pari a italiane lire 8 26.

Ai signori eredi del già dott. Ignazio del fu Rocco Perugi di detta città, scudi 11 2 17 4 fior., pari a italiane lire 67 09.

Pistoia, 3 giugno 1869.

Tutti i suddetti individui o loro legittimi rappresentanti, previe le giustificazioni della loro respettiva qualità, saranno immediatamente pagati dall'erede suddetto appena si presenteranno.

ALESSANDRO TONELLI-GAMBINI.

Accettazione d'eredità *con benefizio d'inventario.*

I signori cancelliere Benedetto Bianchini, Maria Bianchini vedova Cavallini, Luisa Bianchini vedova Manetti, Anna Bianchini vedova Cordelli nei Comparini, cav. dott. Pier Antonio Spighi, Eugenia, Elvira e Carolina Spighi e dottor Cesare e Giovanna Valbonesi hanno accettato con benefizio d'inventario nel 5 giugno corrente per atto ricevuto in questa cancelleria l'eredità intestata dell'avvocato Lorenzo Bianchini morto in Firenze nel 24 marzo 1869.

Dalla cancelleria del quarto mandamento di Firenze, il 12 giugno 1869.

1553 EUG. MANZUOLI.

Accettazione d'eredità *con benefizio d'inventario.*

Con atto del 26 maggio p. p. ricevuto dal sottoscritto, la signora Ismenia Chirici, moglie del signor Valentino Cardi, ha accettato con benefizio d'inventario l'eredità di Giuseppe Golini, morto nel 17 aprile anno corr.

Dalla cancelleria del quarto mandamento di Firenze, il 12 giugno 1869.

1554 E. MANZUOLI, canc.

Nota per aumento di sesto.

Il cancelliere del tribunale civile di Grosseto fa noto che nel giudizio di espropriazione forzata, promosso dal fu signor Gio. Battista Castellari, e proseguito dalla di lui figlia ed erede signora Maddalena Castellari ne' Bonfanti

Contro

Angiolo, Giacomo, Luciano ed Alessandro figli ed eredi del fu Angiolo Gaggioli, possidenti domiciliati a Buriano, all'incanto che ebbe luogo alla udienza del giorno decorso per la vendita dello stabile ad essi Gaggioli spettante, e consistente:

In un appezzamento di terreno pascibile e seminabile, in luogo detto Lungagnole, rappresentato all'estimo della comunità di Castiglioni della Pescaja dalla particella di N. 10, corrispondente all'articolo di stima 9 della sezione E, con la rendita imponibile di lire 14 31, rimase deliberatario e fu dichiarato acquirente il signor Biagio del fu Sebastiano Duranti di Buriano per la somma di italiane lire seicento novantuna (L. 691).

Che il termine per l'aumento del sesto scade col giorno 26 giugno stante.

Dalla cancelleria del tribunale civile di Grosseto.

Li 12 giugno 1869.

Il vice cancelliere
1557 A. BUONAGUIDI.

Informazioni di assenza

dei fratelli Giovanni Battista e Giovanni Origone fu Emmanuele del comune di S. Martino d'Albaro, emigranti nell'America.

Con ricorso presentato al tribunale civile di Genova dalle sorelle Rosa, Maria e Catterina Origone fu Emmanuele, la prima moglie di Giuseppe Centanaro, la seconda di Domenico Puppo, e l'ultima di Giacomo Ventura; residente la Rosa nel comune di San Fruttuoso, la Maria in quello di Genova, e la Catterina in quello di S. Martino d'Albaro, tutte debitamente autorizzate ed ammesse al gratuito patrocinio dalla Commissione con suo decreto del 16 aprile 1868, si domandò che si fossero prese le debite informazioni sull'assenza di Giovanni Battista e Giovanni Origone fu Emmanuele nativi di S. Martino d'Albaro, assenti dai Regi Stati da circa anni venti.

L'illustrissimo tribunale civile e correzionale sedente in Genova ritenuto giustificato il detto ricorso, ordinò quanto in appresso:

Il tribunale civile e correzionale in Genova sedente, sezione seconda delle Ferie;

Visto il presente ricorso e documenti annessi, dei quali si intese relazione fatta dal signor giudice delegato;

Visto l'articolo 23 del Codice civile;

Ordina:

Che siano assunte informazioni in proposito dell'assenza dei fratelli Giovanni Battista e Giovanni Origone, delegando il signor pretore di S. Martino d'Albaro dove era il domicilio di essi assenti.

Genova, 15 settembre 1868.

Firmati: Samengo, vice presidente - Luxardo, vice cancelliere.

1544 ANT. ARATA, caus.

Estratto di bando.

Sulle istanze del signor Luigi Foggi e a pregiudizio di Cosimo e Francesco F. Zei, e di Vincenzio, Giovacchino, Luisa, Francesca, Annunziata e Luigi del fu Domenico Zei nel giorno ventidue luglio mille ottocento sessantanove alle ore 11 antimeridiane alla pubblica udienza del tribunale civile e correzionale di Firenze sarà proceduto alla vendita forzata per mezzo del pubblico incanto di uno stabile con giardino, cantina, rimessa, stalla, pian terreno e piano superiore posto in Firenze in via della Pace, n. 7, rappresentato a estimo, sezione A, particella 2618, art. 1777, con rendita di lire 9 e centesimi 3, confinato da Sacerdoti, Costoli, Palanca.

L'incanto sarà aperto sul prezzo di stima di lire trentacinquemila cento per rilasciarsi al maggiore e migliore offerente senza garanzia.

A carico del liberatario saranno le spese della sentenza di vendita, tassa di registro e trascrizione della medesima.

Ogni offerente dovrà aver depositato lire tremila, più il decimo del prezzo, per esser ammesso all'incanto.

Tutti i creditori inscritti sul fondo, e aventi diritto alla distribuzione del prezzo e frutti, dovranno depositare nella cancelleria del tribunale civile di Firenze le loro domande di collocazione in graduazione a forma di legge entro giorni trenta dalla notificazione del bando; il tutto in coerenza della sentenza del suddetto tribunale del dì 25 febbraio 1869, registrata il 9 detto, n. 1350, annotata in margine della trascrizione del precetto nel dì 24 marzo 1869, dell'ordinanza presidenziale del dì 7 aprile 1869 e del decreto del tribunale suddetto in data 5 giugno 1869

Firenze, li 14 giugno 1869.

Dott. LUIGI LUTI
1562 procuratore di Luigi Foggi.

Editto. 1558

Con sentenza del 12 giugno corrente, registrata con marca annullata da lire una, il tribunale civile di Firenze, ff. di tribunale di commercio, ha dichiarato il fallimento di Ferdinando Martini, negoziante di cappelli di paglia a Signa, ordinando l'apposizione dei sigilli, delegando alla procedura il giudice signor Saverio Pomodoro, e nominando in sindaco provvisorio il signor Giovanni Benassai; ha destinato la mattina del dì 22 giugno prossimo a ore 10 per l'adunanza dei creditori in Camera di consiglio onde proporre il sindaco definitivo.

Dalla cancelleria del tribunale civile di Firenze, ff. di tribunale di commercio.

Li 13 giugno 1869.

F. NANNEI, vice canc.

1560 Diffidamento.

Il sottoscritto, in proprio e per conto dei suoi fratelli, diffida Antonio Carlesi e sua famiglia, lavoratori al podere detto le Croci in comune del Galluzzo, presso il Ferrone, e inibisce al medesimo di comprare, vendere e permutare cosa alcuna che appartenga alla colonia suddetta.

Li 14 giugno 1869.

STEFANO BARDINI
in nome proprio e nei nomi.

FIRENZE — Tipografia EREDI BOTTA.